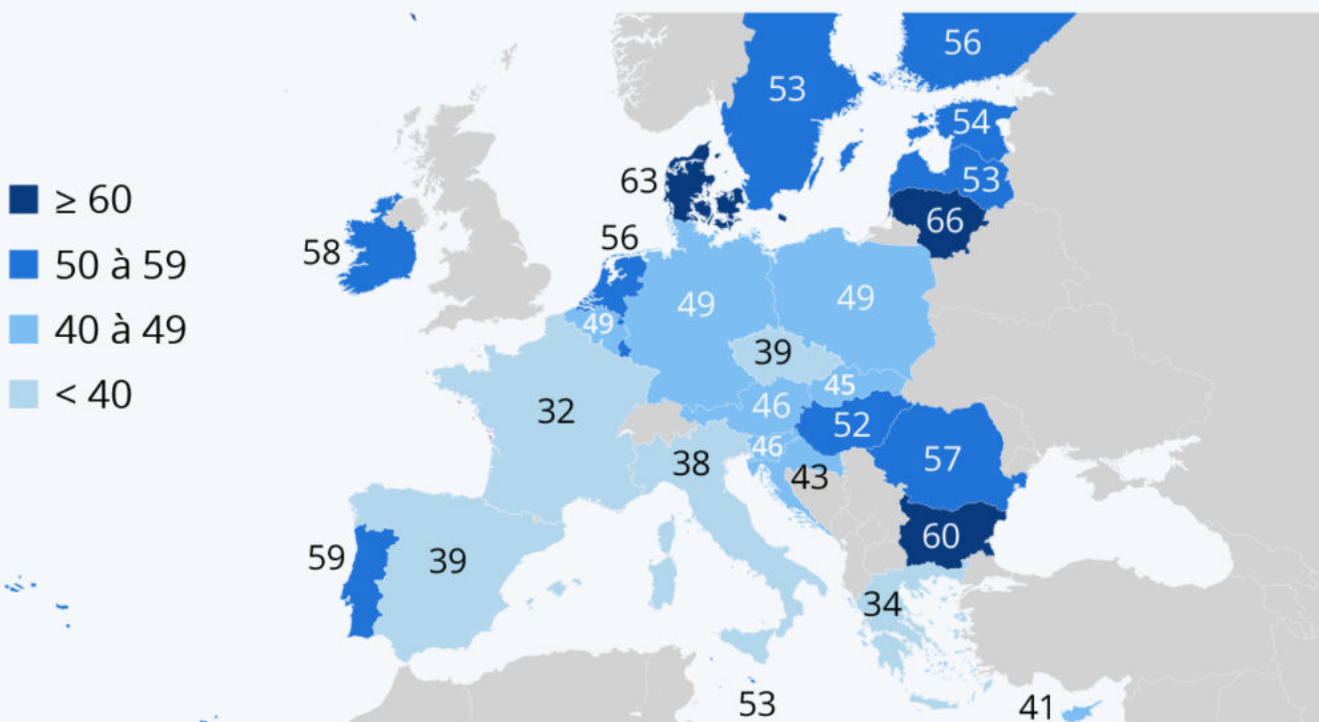


# Les Français sont ceux qui croient le moins dans l'Union européenne

## La confiance dans l'Union européenne

Part des répondants qui affirme avoir confiance dans l'Union européenne, en % \*



\* "Qui tend à faire confiance". Enquête réalisée à l'automne 2019. Pays de l'UE à 27. Source : Commission européenne



Ecrit par le 18 mai 2026

Samedi dernier, 9 mai, marquait le 70<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman, considérée comme le texte fondateur de [la construction européenne](#). Alors que la crise du coronavirus agit comme un 'stress test' pour les états membres et que les questions sur la coopération au sein de l'UE (Union européenne) sont plus que jamais d'actualité, le portail de données [Statista](#) revient sur la confiance que les Européens accordent à cette institution.

Selon [le dernier baromètre de la Commission européenne](#), réalisé à la fin de l'année 2019, les Français sont les citoyens européens les plus sceptiques envers l'UE. En effet, seuls 32 % déclarent qu'ils tendent à avoir confiance dans les actions de l'institution, soit la plus faible proportion après les Britanniques (29 %), qui ont quitté officiellement l'UE en février dernier.

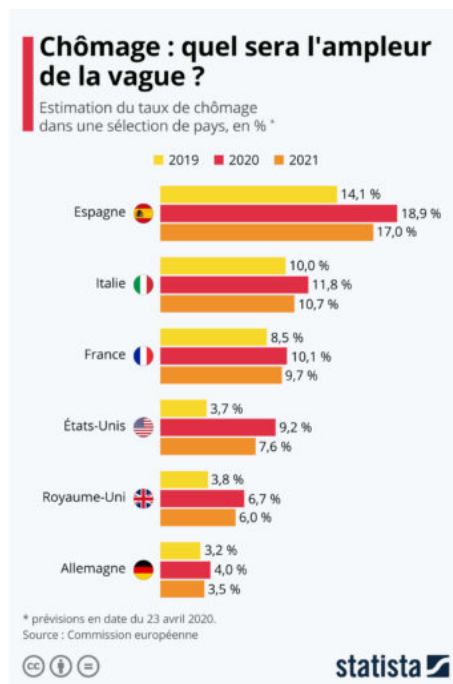
Comme le montre l'infographie ci-jointe, les niveaux de confiance les plus élevés, c'est à dire plus de 55 % de la population, sont observés à la frontière orientale de l'UE (Lituanie, Bulgarie, Roumanie...), dans les pays scandinaves ainsi qu'au Portugal et en Irlande. A l'inverse, les citoyens des pays du pourtour méditerranéen sont de loin les plus sceptiques : moins de 40 % des Grecs, Italiens et Espagnols affirment faire confiance à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour le portail de données [Statista](#)

---

## Chômage : quel sera l'ampleur de la vague?

Ecrit par le 18 mai 2026



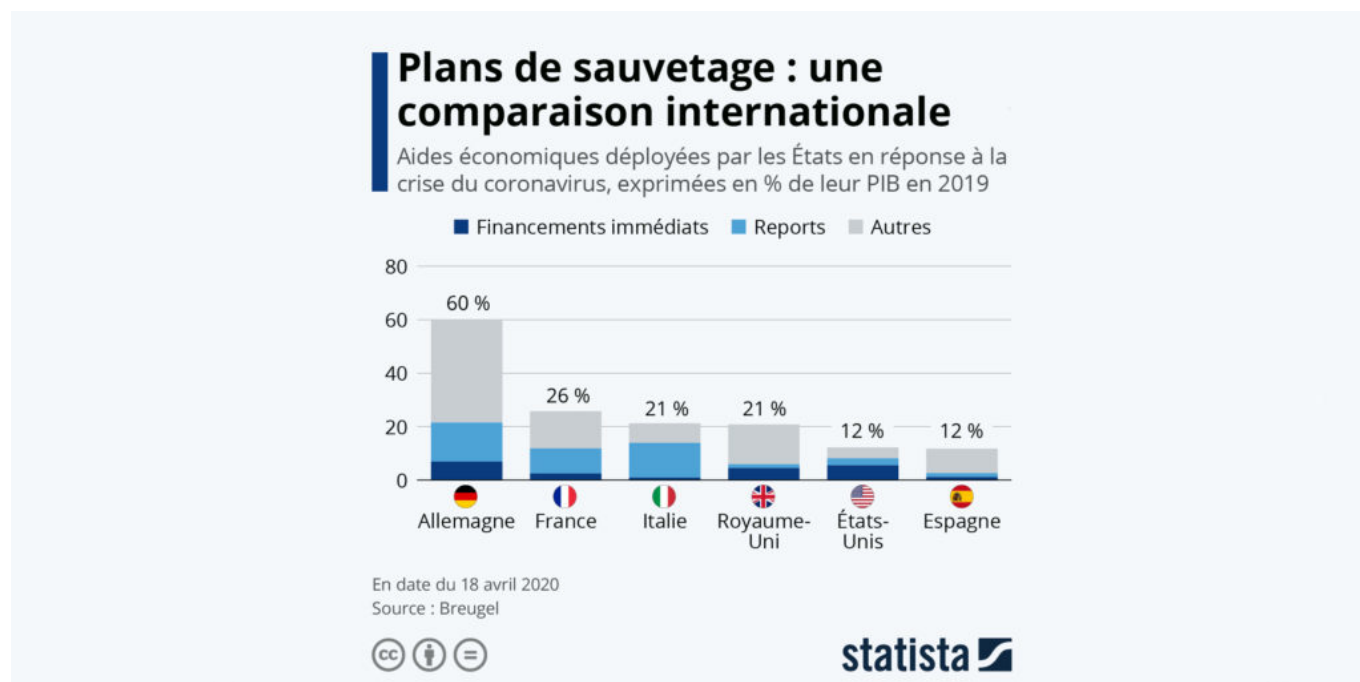
Bien qu'il reste difficile de déterminer avec exactitude toute l'ampleur que prendra la crise économique découlant de la pandémie de coronavirus, les premiers indicateurs qui nous parviennent font état d'un choc brutal durant les mois de mars et d'avril. Le Pib (Produit intérieur brut) français a ainsi plongé de 5,8 % au premier trimestre 2020 selon les dernières estimations de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), alors que le chômage a augmenté de 7 % en mars, du jamais vu depuis le début des séries statistiques en 1996. Une hausse spectaculaire qui traduit à la fois une hausse des inscriptions à Pole Emploi, mais aussi le fait que beaucoup moins de personnes puissent trouver un travail en cette période.

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, le taux de chômage, qui s'élevait à 8,5 % en France l'année dernière, pourrait à nouveau passer la barre des 10 % cette année. Un retrait du chômage à 9,7 % est ensuite prévu pour l'année 2021. Mais, comme le montre l'infographie ci-contre, la vague de chômage attendue dans d'autres pays pourrait être de plus grande ampleur, en particulier en Espagne et aux Etats-Unis, des pays qui n'ont pas mis en place de dispositif de chômage partiel financé par l'Etat. Ainsi, selon ces mêmes prévisions, le taux de chômage pourrait faire un bond d'environ cinq points de pourcentage en 2020 dans ces deux pays.

De Tristan Gaudiaut pour le portail de données Statista

Ecrit par le 18 mai 2026

# Plans de sauvetage : une comparaison internationale



Selon le [recensement](#) établi par le centre de réflexion économique Bruegel, le total des aides financières déployées par l'État français en réponse à la [crise du coronavirus](#) s'élève actuellement à plus de 622 milliards d'euros, soit un peu plus du quart du PIB national l'année dernière.

Le rapport révèle que la France aurait mobilisé un niveau relativement élevé de fonds rapporté à la taille de son économie en comparaison à d'autres pays. Les plans de sauvetage italiens et britanniques représentent par exemple 21% du PIB des pays respectifs et le ratio est de 12% aux États-Unis et en Espagne. Mais c'est l'Allemagne, avec plan estimé à plus de 2000 milliards d'euros, soit 60% de son PIB, qui a pour le moment investi le plus massivement – rompant au passage avec son principe du '[frein à l'endettement](#)', qui lui interdit habituellement tout recours au déficit budgétaire.

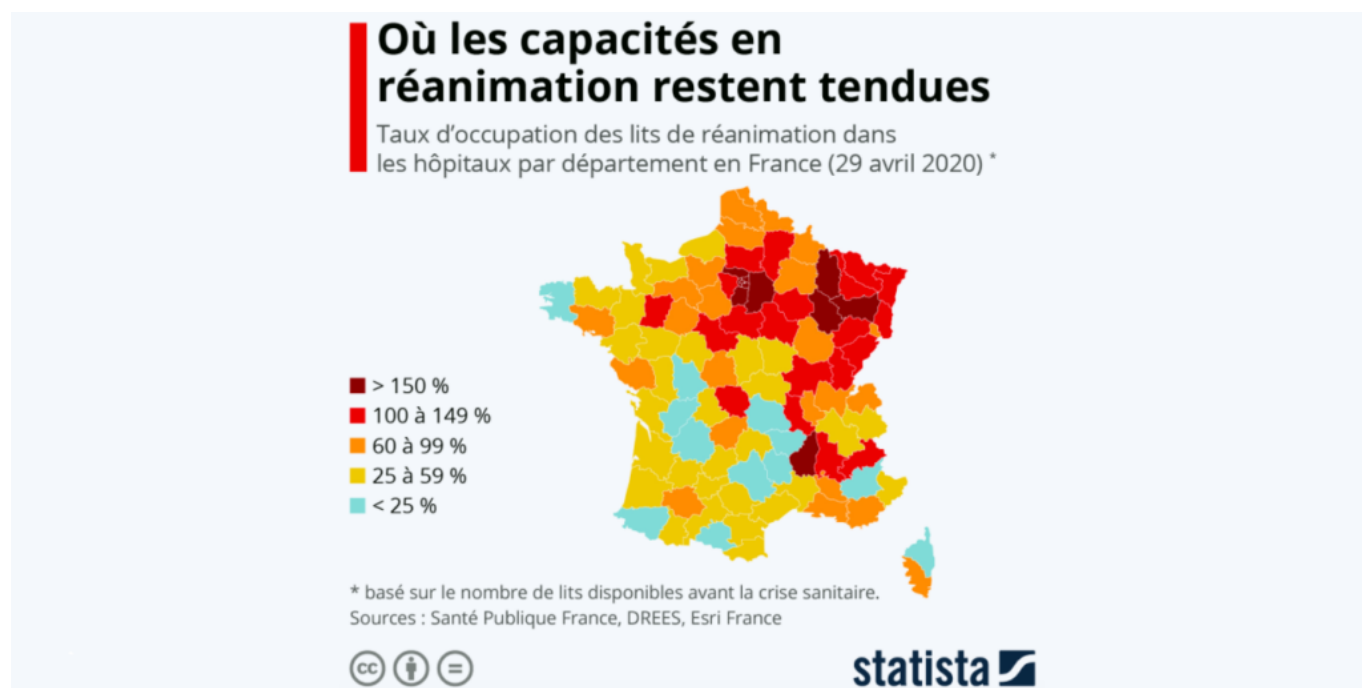
Selon le détail publié par Bruegel en date du 18 avril, le plan français comprend près de 57 milliards d'euros d'aides directes (système de santé, chômage partiel, fonds de solidarité TPE, etc.), 288 milliards de reports en tout genre (charges, remboursements de prêts, etc.) et environ 338 milliards correspondant en grande partie aux [garanties de prêts bancaires](#). Comme le montre notre infographie, la répartition des fonds accordés varie selon les États. Les financements immédiats sont par exemple les plus élevés en Allemagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni, où ils représentent environ de 5% à 7% du produit

Ecrit par le 18 mai 2026

intérieur brut – contre un peu plus de 2% du PIB en France et autour de 1% en Italie et en Espagne.

De [Tristan Gaudiaut](#), pour le portail de données [Statista](#)

## Où les capacités en réanimation restent tendues



Pour le portail de données [Statista](#), le déconfinement des Français, mis en œuvre à partir du 11 mai, se fera de manière progressive et différenciée selon la situation épidémiologique à l'échelle départementale. Les autorités de santé vont publier quotidiennement une carte qui classera les départements en 'vert' (pour un déconfinement classique) et en 'rouge', où la fin du confinement prendra une forme plus stricte. La différenciation sera basée sur l'analyse de trois critères : l'évolution du nombre de cas sur une semaine, la capacité de dépistage des départements et le taux d'occupation des services de réanimation.

Comme le montre cette carte, reprenant les données de Santé publique France compilées par Esri, les hôpitaux de plusieurs départements ont encore un taux d'occupation de leurs services de réanimation qui dépasse 100 %. Ces statistiques sont réalisées à partir du nombre de lits disponibles avant la crise

Ecrit par le 18 mai 2026

sanitaire et, bien que la capacité ait été augmentée depuis, permettent de se faire une idée des départements qui restent sous tension. Le taux d'utilisation des lits de réanimation dépasse notamment 150 % dans toute l'Île-de-France ainsi que d'autres départements où la capacité en réanimation est faible et situés dans les régions Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes (les plus touchées).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)